



## O

**OBJETS DE CORRESPONDANCE.**

— Voy. *Postes, Télégraphes et Téléphones*, § 1.

**OBLIGATION SCOLAIRE.** — Voy.

*Education nationale*, § 3.

**OBSÈQUES.** — Projet de loi prévoyant la mise aux frais de l'Etat des obsèques de M. Adrien Tixier, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. André Le Troquer, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission des finances), n° 506 ; rapport verbal par M. Truffaut et adoption sans débat le 1<sup>er</sup> mars 1946. — Projet de loi n° 50.

Loi du 4 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* des 4 et 5 mars.

**OBUS (Enlèvement des).** — Voy. *Guerre*

1939-1945, § 5.

**OCCUPANTS DE BONNE FOI.** — Voy.

*Loyers et fermages*, § 33.

**ŒUVRES DE BIENFAISANCE.** —

Voy. *Marks*, § 1<sup>er</sup>.

**ŒUVRES PRIVÉES (Subventions aux)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

**OFFICE FRANÇAIS D'ÉDITION (Subventions à l')**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INFORMATION), *Discussion générale*.

**OFFICE FRANÇAIS DE LA RADIO (Nécessité de créer un)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RADIODIFFUSION), *Discussion générale*.

**OFFICE PROFESSIONNEL DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE MARITIME**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946* § 2 (MARINE MARCHANDE), *Discussion générale*.

**OFFICES.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues relative à la création d'un Office national du bois, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission des affaires économiques), n° 128.

§ 2. — Proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues relative à la constitution d'un Office national interprofessionnel du machinisme agricole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et

pour avis à la Commission des affaires économiques, à la Commission de l'équipement national et à la Commission des finances), n° 129 ; rapport le 22 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Alexandre Baurens, n° 722.

§ 3. — Proposition de loi de M. Robert Lacoste et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Office national interprofessionnel des engrais et amendements, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 157.

§ 4. — Proposition de loi de M. Jean Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Office de radiodiffusion, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 31 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la presse), n° 250).

§ 5. — Proposition de loi de M. Yves Henry et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un Office national des engrais, amendements et pesticides, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 394.

§ 6. — Proposition de loi de M. Pierre Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues tendant à revenir à la structure donnée par la loi du 15 août 1936, à l'Office national interprofessionnel des céréales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 416.

§ 7. — Proposition de loi de M. André Foussat et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un Office national de la pomme de terre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission des finances), n° 417.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et de donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la

fixation du prix du blé, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 440 ; rapport le 7 mars (2<sup>e</sup> séance) par M. René Charpentier, n° 591 ; rapport supplémentaire le 12 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. René Charpentier, n° 1006.

§ 9. — agricoles départementaux. — Voy. *Agriculture*, §§ 4 et 10.

— du blé. — Voy. *ci-dessus*, §§ 6 et 8.

— de la canne à sucre. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 13.

— centraux de répartition. — Voy. *Comités d'organisation*, § 1.

— national d'études et de recherches aéronautiques. — *Armée*, § 9.

— national du bois. — Voy. *ci-dessus*, § 1.

— national interprofessionnel des céréales. — Voy. *ci-dessus*, §§ 6 et 8.

— national interprofessionnel des engrais. — Voy. *ci-dessus*, §§ 3 et 5.

— national interprofessionnel du machinisme agricole. — Voy. *ci-dessus*, § 2.

— national de la pomme de terre. — Voy. *ci-dessus*, § 7.

— professionnels. — Voy. *Comités d'organisation*, §§ 1 et 4.

— publics. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 28.

— de radiodiffusion. — Voy. *ci-dessus* § 4.

**OFFICES MINISTÉRIELS (Vénalité des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (JUSTICE), *Discussion générale*.

#### OFFICIERS.

— d'active déportés. — Voy. *Armée*, §§ 5 et 14.

— de police judiciaire. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 1.

— de première et deuxième catégorie. — Voy. *Armée*, § 5.

— de réserve. — Voy. *Armée*, § 16.

— veuves d'. — Voy. *Pensions militaires*, § 2.

**OLÉAGINEUX.** — Voy. *Agriculture*, § 17.

**ORADOUR-SUR-GLANE.** — Projet de loi relatif à la conservation des ruines et à la reconstruction d'Oradour-sur-Glane, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. François Billoux, Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale et pour avis à la Commission de la reconstruction), n° 855; rapport le 15 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Maurice Finet, n° 1041; avis le 15 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Adrien Rophé, n° 1042. Adoption le 18 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 144.

Loi du 10 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 11 mai.

**ORAN.** — Opérations électorales. — Voy. *Commissions d'enquête*, § 1.

**ORDRE.** — Des pharmaciens. — Voy. *Pharmacie (exercice de la)*, § 1.

**ORGANE MUSULMAN (Manque d' — en langue française)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INFORMATION), *Discussion générale*.

## ORGANISATION.

— Internationale du Travail. — Voy. *Traités et conventions*, § 4.

— des Nations Unies. — voy. *Traités et conventions*, § 3.

— professionnelle. — Voy. *Agriculture*, §§ 5 et 18. — *Comités d'organisation*, § 4.

## ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. Maurice Thorez, Vice-président du Conseil (renvoyé à la Commission de l'intérieur),

n° 517; rapport le 19 mars (2<sup>e</sup> séance) par M. Pierre Dreyfus-Schmidt, n° 691. Adoption le 22 mars (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 70.

Loi du 26 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 27 mars.

**DISCUSSION** [22 mars 1946] (A., p. 987); *Sont entendus dans la discussion générale*: MM. Pierre Dreyfus-Schmidt, Rapporteur; Jacques Fonlupt-Espéraber, Jean Pierre-Bloch, Pierre Dreyfus-Schmidt, Rapporteur; Maurice Thorez, Vice-président du Conseil; André Morice, Maurice Thorez, Vice-président du Conseil; *Clôture de la discussion générale* (p. 993); *Art. 1<sup>er</sup> à 10*: Adoption (ibid.). — *Art. 11* (ibid.); *Amendement présenté par M. Jacques Fonlupt-Espéraber tendant à supprimer la fin de l'article* (ibid.); *Adoption* (ibid.); *Adoption de l'article 11* (ibid.). — *Art. 12 à 14*: Adoption (ibid.). — *Art. 15* (p. 993); *Amendement présenté par M. Jacques Fonlupt-Espéraber, tendant à substituer la loi au règlement d'administration publique* (ibid.); *Rejet* (ibid.); *Adoption des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article 15* (ibid.); *Adoption de l'ensemble de l'article 15* (p. 994). — *Art. 16 à 18*: Adoption (ibid.). — *Adoption de l'ensemble du projet de loi* (ibid.) = *Ont pris part à la discussion des articles*: MM. Jean Capdeville, Pierre Dreyfus-Schmidt, Rapporteur; Jacques Fonlupt-Espéraber.

§ 2. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 537.

§ 3. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux Conseils cantonaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 575.

§ 4. — Projet de loi portant création et organisation d'un Corps de contrôle des finances publiques chargé de surveiller l'exécution du budget et l'emploi des deniers publics, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. André Philip, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 969.

**ORGANISATION JUDICIAIRE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute cour de justice, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 décembre 1945 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 69; rapport le 21 décembre 1945 (1<sup>re</sup> séance) par M. Georges Chauvin, n° 183. Adoption le 27 décembre 1945. — Projet de loi n° 19.

Loi du 27 décembre 1945, promulguée au *Journal officiel* du 28 décembre.

**DISCUSSION** [27 décembre 1945] (A., p. 415); *Est entendu dans la discussion générale*: M. Georges Chauvin, Rapporteur; *Clôture de la discussion générale* (p. 416); *Art. 1<sup>er</sup>* (ibid.); *Amendement présenté par M. Charles Desjardins tendant à remplacer le mot « Jurés » par le mot « Juges »* (p. 417); *Rejet* (ibid.); *Adoption de l'article premier* (ibid.). — *Art. 2 à 6*: Adoption (ibid.). — *Art. 7* (ibid.); *Adoption* (p. 418). — *Article additionnel présenté par M. Pierre Cot tendant à supprimer le droit de grâce* (ibid.); *Disjonction et renvoi à la Commission* (p. 419). — *Adoption de l'ensemble du projet de loi* (ibid.) = *Ont pris part à la discussion*: MM. Georges Chauvin, Rapporteur; Pierre Cot, Edouard Depreux, Président de la Commission; Charles Desjardins, Charles Fonlupt-Espéaber, Yves Péron, Lucien Rose, Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

§ 2. — Proposition de loi de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 janvier 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 298; rapport le 26 février par Mme Germaine Poinso-Chapuis, n° 523. Adoption le 5 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Proposition de loi n° 100.

Loi du 11 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 12 avril.

§ 3. — Proposition de loi de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 février 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 487.

§ 4. — Projet de loi organisant la reprise du cours des délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 513.

§ 5. — Projet de loi portant réforme de l'organisation des Cours et tribunaux et du statut des magistrats, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante, le 26 février 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 514; rapport sur les articles 126 et 127 le 16 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Max Juvénal, n° 1063. Adoption sans débat le 20 avril 1946 sous le titre: « *Projet de loi portant suspension de l'ordonnance du 2 novembre 1945 instituant des attachés à la Chancellerie et mesures transitoires relatives aux stages exigés pour l'entrée dans la magistrature* ». — Projet de loi n° 174.

§ 6. — Projet de loi portant réforme de l'organisation des tribunaux de commerce, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante, le 26 février 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 515.

§ 7. — Projet de loi portant réforme de l'organisation des justices de paix et du statut des juges de paix, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. Pierre Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 516.

§ 8. — Proposition de loi de M. Tony Revillon et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler les juges de paix aux juges des tribunaux de première instance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 février 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des finances), n° 525.

§ 9. — Proposition de loi de M. Louis Noguères et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute Cour de justice, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 février 1946 (renvoyée à la Commission de

la justice), n° 544; rapport le 12 mars (2<sup>e</sup> séance) par M. Adrien Mabrut, n° 638. Adoption sans débat le 15 mars 1946. — Proposition de loi n° 67.

Loi du 19 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 20 mars.

§ 10. — Projet de loi portant réforme de l'organisation des greffes de diverses juridictions, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 569.

§ 11. — Proposition de loi de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'organisation judiciaire de la France, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des finances), n° 579.

§ 12. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative au recrutement des magistrats et à l'organisation des tribunaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des finances), n° 596.

§ 13. — Proposition de loi de M. Gaston Charlet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le statut des magistrats, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 736.

§ 14. — Projet de loi relatif au siège de la Haute Cour de justice, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 748; Rapport verbal par M. Depreux et adoption le 10 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 115.

Loi du 13 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 14 avril.

**DISCUSSION** [10 avril 1946] (A. p. 1659);  
Sont entendus dans la discussion générale :

*MM. Yves Péron, Joseph Wasmer, Edouard Depreux*, Président de la Commission : *Clôture de la discussion générale* (p. 1660); *Art. unique: adoption* (ibid.).

§ 15. — Proposition de loi de M. Jean Toujas et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des condamnations prononcées entre le 1<sup>er</sup> avril 1939 et la date officielle de la libération, en application des décrets des : 21 avril 1939, 24 juin 1939, 29 juillet 1939, 24 et 27 août 1939, 3 novembre 1939, 9 avril 1940 et des articles 75 à 83 du Code pénal, à l'encontre des patriotes et militants ouvriers et syndicaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 795.

§ 16. — Proposition de résolution de M. Gaston Charlet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à présenter, parallèlement au projet portant réforme des cours et tribunaux et du statut des magistrats, un projet de loi fixant les nouveaux traitements des magistrats et destiné à être voté en même temps que le précédent; 2<sup>o</sup> à déterminer les moyens immédiats de financer les majorations des traitements des magistrats, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 952.

§ 17. — Proposition de loi de M. Robert Kalis tendant à nommer juges suppléants, les attachés à la Chancellerie, issus de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature, session de novembre 1945, et nommés par arrêté ministériel du 6 décembre 1945 en vertu de l'ordonnance du 2 novembre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 978.

## ORGANISATION MUNICIPALE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, présentée

à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission de la Constitution), n° 63 ; rapport le 5 février 1946 par M. Eugène Doyen, n° 355. Adoption le 7 février 1946 sous le titre : « Proposition de loi tendant à la modification des articles 53 et 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ». — Proposition de loi n° 32.

Loi du 16 février 1946, promulguée au *Journal officiel* des 18 et 19 février.

**DISCUSSION** [7 février 1946] (A., p. 241) ; Sont entendus dans la discussion générale : MM. Eugène Doyen, Rapporteur ; Guy Mollet, Président de la Commission de la Constitution ; Marcel Hamon, André Barthélemy, Jules Houche, André Marie, Guy Mollet, Président de la Commission de la Constitution ; Henry Joannon ; Clôture de la discussion générale (p. 244) ; Adoption de l'article unique (ibid.) ; Amendement présenté par M. Pierre Métayer tendant à supprimer l'inéligibilité des employés des postes et des télégraphes (ibid.) ; Adoption (ibid.) ; Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (ibid.). — Ont pris part à la discussion : MM. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Président de la Commission de l'intérieur ; Pierre Cot, Pierre Métayer.

§ 2. — Proposition de loi de M. Christian Pineau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le paragraphe 9 de l'article 90 de la loi du 5 avril 1884 relatif aux pouvoirs des maires en matière de destruction des animaux nuisibles, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 490 ; rapport le 14 mars (2<sup>e</sup> séance) par M. Raoul Laurent, n° 676. Adoption sans débat le 28 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n° 77.

Loi du 2 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 3 avril.

§ 3. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux conseils municipaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 mars 1946 (1<sup>re</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 585.

§ 4. — Proposition de loi de M. Pierre Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à

autoriser les collectivités à résilier ou reviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 mars 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 626.

**ORGANISATIONS SYNDICALES**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'Exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

**ORGANISMES PARASITAIRES (Liquidation des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*.

**ORGANISMES PROFESSIONNELS**. — Voy. *Comités d'organisation*, § 5.

**ORPHELINS**. — Voy. *Déportés*, § 1<sup>er</sup>. — *Pensions et retraites*, § 4.

**ORTHOPÉDIE**. — Voy. *Enseignement technique*, § 2.

**OSTRICOURT (Catastrophe minière d')**. — Voy. *Secours*, § 1<sup>er</sup>.

**OUTILLAGE MÉNAGER**. — Proposition de résolution de Mme Simone Rollin et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser la fabrication de l'outillage ménager, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 270 ; rapport le 11 avril (3<sup>e</sup> séance) par Mme Simone Rollin, n° 998. Adoption le 20 avril 1946. — Résolution n° 172.

**OUTRAGE AUX BONNES MŒURS**. — Voy. *Condamnations*, § 1<sup>er</sup>.

**OUVERTURE ET ANNULLATION DE CRÉDITS. OUVRIERS.**

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi portant ratification de décrets portant ouverture et annulation de crédits, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 238.

§ 2. — Voy. *Budget de 1945*, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3. — *Budget de 1946*, §§ 3, 5, 6, 9.

— agricoles. — Voy. *Algérie*, § 15.

— belges et luxembourgeois. — Voy. *Salaires*, § 3.

— mineurs. — Voy. *Mines*, § 5.

— et ouvrières (dommage aux). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 4.

— et ouvrières de l'Etat. — Voy. *Pensions*, §§ 1<sup>er</sup>, 3.

